

**30 novembre 2010**

Journée internationale de lutte contre le Sida

## **Accès aux droits et aux soins : non à l'incohérence actuelle qui pénalise tout particulièrement les femmes !**

Le Plan national de lutte contre le Sida et les IST 2010/2014 présenté par le Ministère de la Santé a mis en évidence la nécessité de « dépister tôt pour traiter tôt ». La mise en place des tests de dépistage rapide (TDR) destinés aux personnes éloignées des structures de santé, notamment celles en situation irrégulière, leur permettant d'y accéder dans les associations y est prévue.

Pourtant, deux modifications adoptées à l'Assemblée Nationale rendent caduques, de fait, ces mesures positives :

- dans la loi de finance 2011, réduction de l'accès à l'Aide Médicale d'Etat (AME) destinée aux personnes étrangères en situation irrégulière
- dans la loi « Immigration, intégration et nationalité », restriction de l'accès au droit au séjour pour raisons médicales accentuant les difficultés d'accès aux soins et aux traitements des étrangers vivant en France.

Ces deux mesures éliminent donc les personnes précaires ou en situation irrégulière du dispositif prévu par le PLNS 2010-2014 avec comme conséquence leur non prise en charge et l'absence de traitement. Dans ce cadre, les femmes sont particulièrement touchées...

### **Il y a plus précaire qu'une femme ... une femme séropositive ! Et si elle est étrangère ...**

Désormais on le sait, il y a plus de femmes contaminées par le VIH que d'hommes dans le monde notamment en raison de l'existence de déterminants biologiques et sociaux rendant les femmes plus exposées au VIH et aux IST. L'OMS souligne d'ailleurs la nécessité de revoir l'offre de soin en conséquence pour répondre aux besoins des femmes.

En cette année déclarée grande cause de « Lutte contre les violences faites aux femmes » par la France l'ONUSIDA, a déjà souligné que les violences faites aux femmes étaient un des vecteurs de la maladie (70% des femmes sont confrontées à la violence). Cela confirme, si besoin, la nécessité d'intégrer cet aspect dans les programmes de prévention, de traitement, de prise en charge et d'appui en matière de VIH d'autant que les études soulignent une précarité professionnelle plus fréquente chez les femmes séropositives (27% contre 18% pour les hommes) aux charges familiales plus lourdes entraînant des niveaux de pauvreté plus marqués encore.

Pour Le Planning Familial, il est urgent de sortir de la spirale infernale de l'incohérence de politiques s'annulant entre elles et de la stigmatisation des personnes étrangères. **Les personnes séropositives et les femmes en particulier, ont besoin de politiques publiques transversales et cohérentes.** A défaut, c'est un déni d'une quelconque valeur à leur vie. **Ce sont ces attentes qui s'expriment sur le terrain ici ou ailleurs dans le monde.**

#### **Contacts :**



Carine Favier # 06 88 52 09 10  
Catherine Kapusta-Palmer # 06 80 37 88 03